



Agriculture ACP, Spore et l'an 2000 <i>En avant, toute !</i>	1
Prospective <i>Les criquets de l'an 2000</i>	3
Histoires vécues <i>Diplômés des villes, diplômés des champs</i>	4
EN BREF	6
REPÈRES	10
PUBLICATIONS	11
ENTRE NOUS	14
POINT DE VUE <i>Radio rurale À la mode aujourd'hui, indispensable demain</i>	16

Site Web : <http://www.cta.nl>



Notre supplément du millénaire

Les célébrations du
millénaire font-elles
beaucoup de bruit pour
rien? Après tout, cette

date n'apparaît que sur un seul des quarante calendriers auxquels les différents peuples de la planète se réfèrent aujourd'hui. Mais n'est-ce pas une bonne occasion pour nous accorder un temps de réflexion? Spore célèbre le millénaire avec un numéro normal, qui propose une sorte de bilan de ses quatorze premières années d'existence, accompagné d'un supplément intitulé "Dans la ronde de la vie", qui évoque des scénarios possibles pour l'agriculture des pays ACP à l'aube du nouveau millénaire. Nous espérons que ces réflexions éveilleront votre curiosité et que vous partagerez vos idées sur le millénaire avec nous. Au cours de l'année 2000, nous publierons vos réponses et vos vues sur toutes les questions qui auront été soulevées, et même celles qui n'auront pas été soulevées, dans ce supplément. Spore est toujours à votre écoute, mais aujourd'hui plus encore nous vous invitons à faire entendre votre voix auprès du cercle de nos lecteurs. Exprimez-vous, écrivez-nous!

Photo G. Iaczi - Sunset



Agriculture ACP, Spore et l'an 2000

En avant, toute !

"Profitez de ce bulletin, il est à vous", c'était le conseil qu'un des premiers numéros de Spore donnait aux lecteurs, il y a quatorze ans. Au tournant de l'an 2000, jetons un coup d'œil en arrière pour voir comment et combien de lecteurs tirent parti de Spore.

Dans le courrier qui arrive régulièrement aux bureaux de la rédaction de Spore au CTA, aux Pays-Bas et en France, beaucoup de lettres font référence à des clubs ou à des cercles de lecteurs. C'est ce regroupement de lecteurs, dans un cercle, autour des numéros de Spore dont ils partagent et discutent le contenu qui nous a donné l'idée de la ronde, le fil conducteur du Spécial 2000 inclus dans ce numéro.

Spore a toujours été conçu pour refléter les intérêts des lecteurs. C'est ainsi aujourd'hui et c'était déjà ainsi au début. Dans le langage d'aujourd'hui, on pourrait dire que Spore est "orienté-lecteur", tandis qu'autrefois, en 1986, on disait qu'il était "là pour servir". Dans leur éditorial intitulé "Spore : disséminer et faire germer" (le bulletin tire son nom de l'analogie entre la dissémination du matériel végétal et celle de l'infor-

mation), les rédacteurs écrivaient : "Plutôt que de mettre en avant l'organisme qui le publie, il (Spore) situe la fonction : disséminer le plus largement possible l'information utile à l'agriculture. Disséminer pour féconder, pour faire germer des idées et participer ainsi, les pieds bien sur terre, au développement rural.

Plutôt que de vanter ses propres actions, plutôt que de véhiculer ses propres idées, Spore est un véritable outil de communication où la notion de coopération Nord-Sud fait place à une collaboration entre tous les États ACP et de la CEE autour d'un thème prioritaire pour la fin du siècle : la fin des pénuries alimentaires."

Le siècle touche à sa fin, mais l'objectif ambitieux demeure. Ce n'est pas faute d'avoir essayé, car le premier objectif, mettre l'accent sur les idées et l'information plutôt

que sur l'institution, a pour l'essentiel été atteint, bien que certains des premiers numéros aient succombé à la tentation de longs articles et interviews consacrés à l'institution elle-même. Plus récemment, dans les mots d'aujourd'hui et pour répondre aux besoins actuels d'une efficacité accrue, *Spore* a servi à renforcer "l'identité et l'image" du CTA. Néanmoins, *Spore* s'est tenu à sa devise des premiers jours de travailler "avec à l'esprit l'usager final", au service de sa mission de diffusion de l'information scientifique et technique pour l'agriculture des pays ACP.

Une formule éprouvée

Dès le début, chaque numéro de *Spore* a publié environ une trentaine de nouvelles décrivant des techniques, projets, résultats de recherche, manifestations, formations, réseaux, publications du CTA ou d'autres éditeurs, activités des organisations et des lecteurs, ainsi que des comptes rendus d'activités telles que des visites d'étude ou des rencontres organisées ou soutenues par le CTA. Comptant d'abord 12 pages, *Spore*, éditée tous les deux mois en anglais et en français, est passé à 16 pages dès mars 1987, longueur qu'il a conservée depuis, mais en connaissant plusieurs changements de maquette et l'introduction graduelle de la couleur. En 1994, l'édition sœur *Esporo* a rejoint les grands frères, au service des lecteurs des pays africains lusophones, avec des rubriques spécifiques pour les publications, les manifestations et le courrier des lecteurs.

Tout au long de son histoire, *Spore* a collé à l'évolution de l'agriculture des pays ACP, et y a peut-être parfois contribué. Chaque numéro a compté trois ou quatre articles de fond, dont au moins un "point de vue" soumis par un lecteur ou demandé à un pionnier de nouvelles pratiques ou démarches dans le domaine du développement rural. Ces centaines d'articles ont couvert un très large éventail de sujets, des chameaux et de la volaille aux changements des modèles de production pour des cultures comme le manioc, le blé et le maïs, en passant par le crédit rural et le marketing, ou encore des questions plus globales comme la régionalisation.

En avance souvent, en retard parfois

Il s'agissait parfois d'analyser une mutation en train de se dessiner, par exemple le défi posé par les agricultures asiatiques, parfois d'expliquer des tendances que l'histoire ne verra peut-être que comme des modes ou des toilettes de priorités anciennes et fon-

damentales, telles que la "lutte contre la pauvreté" ou les "stratégies de sécurité alimentaire". Mais parfois aussi *Spore* a traité de problèmes bien avant que la plupart des lecteurs n'en aient entendu parler : par exemple les biotechnologies et ce qu'on appelle aujourd'hui les "organismes génétiquement modifiés" (OGM), dont nous parlions dès les années 80 ; la menace de crise de l'eau, au début des années 90 ; l'agriculture urbaine dès 1991, bien avant qu'aucun réseau n'ait été créé sur le sujet ; et le potentiel de l'informatique, spécialement sous la forme de cédéroms, un domaine dans lequel on reconnaît un rôle pionnier au CTA à la fin des années 80. Sur d'autres sujets, *Spore* s'est contenté de suivre, et ce parfois, soyons honnêtes, avec retard. Par exemple, sur les problèmes de genre : la question des femmes et de l'agriculture a été évoquée dès les premiers numéros, mais ce n'est qu'en 1998 qu'un article lui a été consacré en première

et les habitudes de lecture avait été menée dans le cadre de l'étude du CTA sur l'édition technique en Afrique. Mais l'évaluation de 1997 était la première qui analysait globalement et en profondeur l'utilisation qu'en font les lecteurs. Elle a conduit à bien des changements dans la présentation et le contenu de *Spore*, qui ont été introduits en 1998. Elle a ainsi montré que 70 % des abonnés individuels étaient des diplômés, et seulement 7 % des femmes. Ces dernières sont aujourd'hui une priorité pour le service de distribution du CTA. Au même moment, le fichier des abonnés a été revalidé : tous les abonnés ont dû se réinscrire et montrer qu'ils répondaient à certains critères. Les autres lecteurs et ceux vivant en dehors de l'UE et des pays ACP doivent maintenant payer leur abonnement auprès d'une agence commerciale (voir page 13). Le nombre d'abonnés des trois éditions a ainsi d'abord décliné, passant de 50 000 à 16 000 au début de 1998, mais il a aujourd'hui dépassé les 30 000 et continue à augmenter. *Spore* et *Esporo* ont des abonnés dans 126 pays.

Les lecteurs ont apprécié les changements récents : ils sont de plus en plus nombreux à écrire à la "Boîte postale 380" et continuent à commander les outils d'information mentionnés dans *Spore*. La brève annonce d'un livre se traduit souvent par plus de 150 commandes.

Que deviendra *Spore* dans les années qui viennent ? Les lecteurs répondront sans doute : En avant, toute ! Le *Spore* original s'est déjà décliné en

portugais et, plus récemment, en version électronique sur le Web. Bientôt, les anciens numéros seront indexés et accessibles également sur le Web. Certains ont suggéré des éditions dans d'autres langues, des éditions nationales ou régionales, ou mensuelles, ou avec plus de pages. Pour d'autres, "si ça marche comme ça, pourquoi changer ?". Le temps nous le dira. L'équipe actuelle – le CTA et le consortium formé de Louma productions et Médiateurs, avec leurs correspondants ACP – s'engage à poursuivre sur la voie ouverte par les rédacteurs de *Spore* avant 1998, Pêriscoop et Media Projects/WRENmedia : chaque numéro doit apporter à chaque lecteur une nouvelle information approfondie, un nouvel éclairage sur une question importante, des informations pratiques et un meilleur aperçu du travail du CTA et de sa valeur pour le lecteur. Si ce n'est pas le cas, écrivez et dites-le nous. *Spore* vous est destiné.

Du vieux, du neuf, dans chaque numéro. Pour vous.



page, alors que cette question a largement remodelé la réflexion sur le développement et que *Spore* lui consacre désormais tant d'attention.

Spore a toujours mis l'accent sur les différents aspects des problèmes clés qui nous accompagnent encore au quotidien : la terre – sa propriété, sa répartition, sa gestion, son amélioration ou sa dégradation ; le bétail – ses maladies, sa gestion, son alimentation, son bien-être, les conflits avec les agriculteurs pour l'eau et les pâturages et les problèmes d'environnement ; et l'exposition croissante des paysans et paysannes des pays ACP aux forces incontournables de la mondialisation – ajustement structurel, effondrement des services de vulgarisation, concurrence des importations, nécessité d'exporter et de conquérir des marchés.

Des lecteurs de plus en plus nombreux partout

Une évaluation approfondie de l'audience de *Spore* a été conduite en 1997-1998. Déjà, en 1990, une enquête sur les besoins

Les criquets de l'an 2000

“La disparition des grandes invasions de criquets observée depuis une vingtaine d’années ne signifie pas que tout risque soit écarté”, lisait-on dans l’article que le premier numéro de *Spore* consacrait au sujet. Nous étions en mars 1986. Où en sommes-nous quatorze ans plus tard ?

Les criquets détruisent encore chaque année les cultures des pays en développement. Entre 1987 et 1988, les criquets pèlerins (*Schistocerca gregaria*) ont envahi les pays africains situés au nord de l'équateur. Ils se sont déplacés d'est en ouest et jusqu'en Afrique du Nord avant de traverser l'Atlantique pour s'abattre sur les Antilles et l'Amérique du Sud en octobre 1988. L'accalmie est de courte durée pour le continent africain. De nouvelles invasions menacent les pays du Sahel (la Mauritanie et le Soudan, notamment) en 1993-1994 puis en 1998. Mais elles sont de moindre ampleur que les précédentes et rapidement maîtrisées.

Quant aux criquets migrateurs (*Nomadacris septemvittata*), leurs invasions sont plus localisées, comme on l'observe dans le bassin du lac Tchad depuis 1997 et à Madagascar dont les 4/5 du territoire sont aujourd'hui ravagés (voir *Spore* n° 76, page 8). D'autres criquets font également parler d'eux hors de leur aire habituelle de pullulation : depuis 1995, on remarque une recrudescence de criquets sénégalais en Tanzanie et en Zambie.

Anticiper et prévenir

Généralement, la lutte anti-acridienne est menée par les services nationaux de la protection des végétaux et des organisations suprarégionales. Sans soutien extérieur, ceux-ci sont dans l'impossibilité d'assumer les coûts élevés des campagnes et font donc appel à la FAO ou directement à des bailleurs de fonds nationaux. Entre 1986 et 1993, les opérations menées sur environ 30 millions d'hectares en Afrique ont coûté 375 millions d'euros, pris en charge pour plus de 85 % par la communauté internationale. Aujourd'hui, la baisse des dépenses affectées à la lutte anti-acridienne en Afrique ne signifie pas que le problème est définitivement résolu. Le risque s'est déplacé ailleurs, mais la calamité coûte toujours très cher.

L'aide d'urgence consiste essentiellement à fournir des produits, des équipements et des matériels nécessaires à la lutte contre les invasions (véhicules, vêtements de protection, insecticides...).

Depuis 1989, des recherches sont en cours pour trouver des produits moins nocifs pour l'environnement que les insecticides chimiques : des biopesticides à base de champignons pathogènes, par exemple. Un groupe d'organisations internationales de recherche, appelé LUBILOS (Lutte Biologique contre les LOCustes et les SAutériaux) a ainsi mis au point un insecticide naturel obtenu à partir des spores d'un champignon d'origine africaine, le *Metarhizium flavoviride*, baptisé Green Muscle (voir *Spore* n° 78, page 6). Produit au Niger et au Bénin, il est encore peu utilisé. Bien qu'il constitue l'une des alternatives biologiques les plus intéressantes à l'emploi des insecticides chimiques, son efficacité est moindre – surtout dans le cas d'une infestation massive – et son usage plutôt réservé aux actions de prévention.

Un rôle majeur revient, en effet, aux méthodes de lutte préventive. En 1994, la FAO, qui coordonne l'ensemble des opérations de lutte contre les acridiens, a créé un programme auquel coopèrent par exemple la GTZ (Allemagne) ou le CIRAD (France). Au sein du système EMPRES (*Emergency Prevention System for Transboundary Animal and Plant Pests and Diseases*), ce programme vise à améliorer les moyens de dépistage du fléau par la mise en place d'une structure de surveillance (le Groupe Acridiens) chargée de détecter le démarrage d'une invasion. Ce programme a prévu, par ailleurs, des actions de formation théorique et pratique auprès des personnes concernées par la lutte anti-acridienne.

La surveillance par satellites offre, pour sa part, la possibilité d'évaluer l'état des lieux dans les zones reculées – où il est difficile d'avoir des informations de terrain – et d'an-



Photo Cirad-Prifas

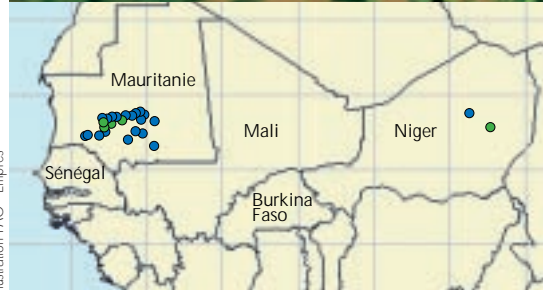


Illustration FAO - Empres

Adultes et larves de la phase solitaire du 1^{er} au 31 octobre 1999

■ Adultes de la phase solitaire ■ Larves de la phase solitaire

Le criquet pèlerin (*Schistocerca gregaria*) adulte dans sa phase grégaire : la plus nuisible... Une calamité reste une calamité quelle que soit l'échelle.

ticiper sur l'apparition de points chauds. Enfin, la modélisation, voie explorée par la recherche depuis 1990, devrait permettre de repérer plus rapidement les zones à haut risque et d'intervenir à temps de façon appropriée. Il s'agit de bâtir des modèles à partir du recensement de points communs observés d'un pays à l'autre (même végétation, même climat, mêmes espèces de criquets). Dans un futur proche, les déplacements de criquets pourront être intégrés aux modèles en tenant compte des vents et des reliefs. Pour l'heure, à Madagascar, l'utilisation de la pluviométrie a servi à développer un modèle pouvant servir partout où les conditions climatiques ou environnementales seraient, comme dans l'île, favorables à une invasion de criquets migrateurs.

Or, l'exemple de Madagascar le montre : bien des difficultés sont à surmonter. Elles sont d'ordre politique (polémiques sur les stratégies de lutte), financier (le coût de maintenance de structures de contrôles pendant les périodes de rémission est élevé) et technique (absence de matériels, de produits ou de personnels). D'une manière générale, l'absence de continuité dans les actions de surveillance et de prévention entre deux situations critiques reste préoccupante. Alors qu'il faudrait se méfier de l'eau qui dort...

Pour plus d'informations :

FAO, EMPRES - Desert Locust Information Service
Site Web : <http://www.fao.org>

GTZ-Projet "Lutte contre les acridiens en Afrique"

Postfach 5180
65726 Eschborn - ALLEMAGNE
Fax : + 49 6196 79 7413
E-mail : stephan.krall@gtz.de

CIRAD-PRIFAS, BP 5035
34032 Montpellier cedex 1 - FRANCE



Les Dents du ciel II : la lutte intégrée contre les criquets en Afrique sahélienne. Bande dessinée écrite par M. Launois et illustrée par T.M. Luong. Coédition CIRAD-GERDAT-PRIFAS-CTA, 1996. 46 pages. ISBN 2-87614-222-8, n° CTA 719, 10 unités de crédit.



Spore 1, mars 1986.

Diplômés des villes, diplômés

Le mouvement s'est intensifié depuis que la fonction publique ne recrute plus : dans les pays en développement, jeunes chômeurs et diplômés sans affectation sont de plus en plus nombreux à songer au travail de la terre, à temps complet ou partiel. Il a au moins l'avantage de les nourrir, d'arrondir leurs fins de mois, de garantir leur retraite et, parfois, de donner un coup de fouet au dynamisme d'un village. Si nombre de jeunes sont devenus "agriculteurs-malgré-eux", certains se sont formés spécialement pour faire prospérer l'exploitation de leurs aînés. D'autres utilisent les savoir-faire acquis dans des disciplines variées pour ouvrir à leur production les voies de la diversification. Tous participent à modifier l'image du paysan et à faire de l'agriculture un véritable métier. Mais le pari n'est pas toujours gagné. L'agriculture, décidément, n'est pas toujours affaire d'experts. Portraits.

La saga des Sendè, ou la plus-value de l'agronome

Au commencement, il y a le père, pasteur de l'Église presbytérienne du Cameroun. En 1953, il se fait établir un titre foncier sur le domaine familial sis à Mbenguè Souk, village situé à 160 kilomètres de la capitale. Le sol est fertile. La ligne de chemin de fer est à deux pas ; la gare n'est qu'à 2,5 kilomètres ; un bel atout pour expédier la production cacaoyère du révérend père Sendè, agriculteur de son état.

Le père Sendè incite ses fils à rester en contact avec la terre, malgré leurs itinéraires universitaires divers. Pierre est médecin gynécologue. Jean-Victor, docteur en urbanisme et architecte de formation, a fait ses études en France. Son épouse, Georgette, est avocate au barreau du Cameroun. En 1963, ils reprennent pourtant le flambeau du père Sendè, en cultivant du cacao et du manioc.

C'est en 1977 que l'exploitation connaît son véritable essor. Avec le retour au pays du benjamin de la famille : David. Au lieu de chercher un poste de fonctionnaire, ce jeune ingénieur agronome formé en France s'installe au village et remplace le cacao paternel par le palmier à huile.

Ses frères, de leur côté, mettent en commun leurs économies pour acheter quatre tronçonneuses et deux tracteurs d'occasion. Le neveu Jean-Émile, ingénieur mécanicien, fabrique deux pressoirs à huile. À un investissement initial de quelque 28,6 millions de francs CFA (43 664 €), il faudra ajouter les frais de mise en route de l'exploitation et les frais de nettoyage (quatre fois par an).

Grâce à l'achat de terrains attenants, le domaine agricole des Sendè couvre progressivement 70 hectares de palmeraie, cinq de

verger, cinq autres d'ananas, deux étangs de poissons dont la production est destinée à la consommation familiale ou distribuée aux villageois.

Les Sendè possèdent aussi des cultures intermédiaires comme le bananier, le concombre, le macabo, le taro et le maïs. Aujourd'hui, ils commercialisent du jus d'ananas dans les grandes surfaces du Cameroun. La plus grosse partie de la production des palmiers à huile est cédée à la Socapalm, entreprise parapublique qui la transforme en huile de palme. La réussite de cette famille rejaillit forcément alentour. Des travailleurs saisonniers sont recrutés pour le gros œuvre. Six ouvriers agricoles permanents épaulent David dans sa tâche. Les Sendè ont contribué à tirer vers le haut le monde paysan de Mbenguè-Souk. Notamment par la mise en commun des idées et des moyens au sein des Groupements d'intérêt commun (GIC) initiés par ses membres. Le GICARSOUK (Groupement d'intérêt commun des arboriculteurs de Souk), par exemple, regroupe les propriétaires de vergers du village.

Chez les Sendè, la relève pointe. Avec la trentaine de petits-fils du Révérend, la saga n'est pas finie !

Agrocom invite l'élite à investir dans l'horticulture

Créée le 24 novembre 1994 à Douala (Cameroun) et reconnue d'utilité publique, l'Association interprofessionnelle agriculture, agro-industrie, communication (Agrocom) a été mise en place pour structurer des filières horticoles non traditionnelles autour de produits tels que la banane, le plantain, l'ananas, les oignons, les haricots, les pommes de terre, le manioc et les fleurs coupées. Dans le cadre de sa campagne de communication actuelle et avec le souci de donner un coup de fouet à l'activité agricole du pays, elle a entrepris d'organiser des réunions à l'intention des élus, des entrepreneurs privés, des membres des professions libérales, des cadres du secteur privé, des hauts fonctionnaires et des chefs traditionnels camerounais des grandes zones agro-écologiques. Objectif : les informer sur les enjeux de l'horticulture, les opportunités offertes dans ce domaine et le rôle que l'élite peut jouer dans ce secteur.

C'est ainsi que trois séminaires ont été organisés ces derniers mois à Yaoundé, Bandjoun et Bamenda.

Agrocom
BP 3118, Douala - CAMEROUN
Fax : + 237 42 20 35 / 42 61 39



Illustration Marc Roesch

des champs

Un ingénieur parmi les plantes

Stephan Tongo est ingénieur formé à l'école nationale professionnelle de Vierzon, en France. Au début des années soixante, il est recruté à la régie nationale des chemins de fer du Cameroun pour gérer l'entretien du matériel roulant. Chez lui, dans le jardin de sa villa de fonction, il se lance dans l'élevage de poulets. Entre les manguiers et les goyaviers, il place les grillages qui délimiteront son poulailleur. Il fabrique lui-même ses couveuses, ses mangeoires et ses abreuvoirs. Ce qui était au départ un passe-temps, un moyen d'arrondir les fins de mois et de satisfaire les besoins de consommation de la famille, prend forme. Les talents d'ingénieur de Stephan contribuent largement à la naissance d'une véritable exploitation. Aidé par ses fils et sa mère, Stephan réalise en 1982 une batterie de 1 000 pondeuses et 500 poulets de chair. La clientèle afflue... Malheureusement, un fournisseur livre un jour une provende inadaptée qui décime les poulets. Simultanément, Stephan est promu à un poste qui l'accapare : il n'a plus le temps de s'occuper de sa volaille. Il vend tout. Quelques années plus tard, après avoir quitté les chemins de fer pour prendre sa retraite, Stephan musarde dans le secteur des plantes médicinales. Il se rapproche de vieux guérisseurs et participe à un travail de recherche sur l'herbier national du Cameroun. Il apprend à soigner les maux d'estomac et d'autres maladies. Il crée un centre de recherche baptisé "Besoka ba Miele", qui signifie en langue duala "secrets des plantes". Tout en soignant, il se lance dans la culture d'espèces médicinales. Il invente un procédé de pasteurisation de ses potions ; il découvre que plusieurs végétaux peuvent être administrés aux malades sous forme de tisanes qu'il fabrique lui-même. La serre qu'il a créée à l'angle de sa maison lui sert de pharmacie *in vivo* où il cueille directement le produit qui soigne ses patients. Il s'est lancé dans le recensement des principales herbes et écorces qui traitent le paludisme et l'asthme. Son ambition est d'étendre ses cultures afin de constituer une vaste réserve de plantes médicinales et de les produire à grande échelle.

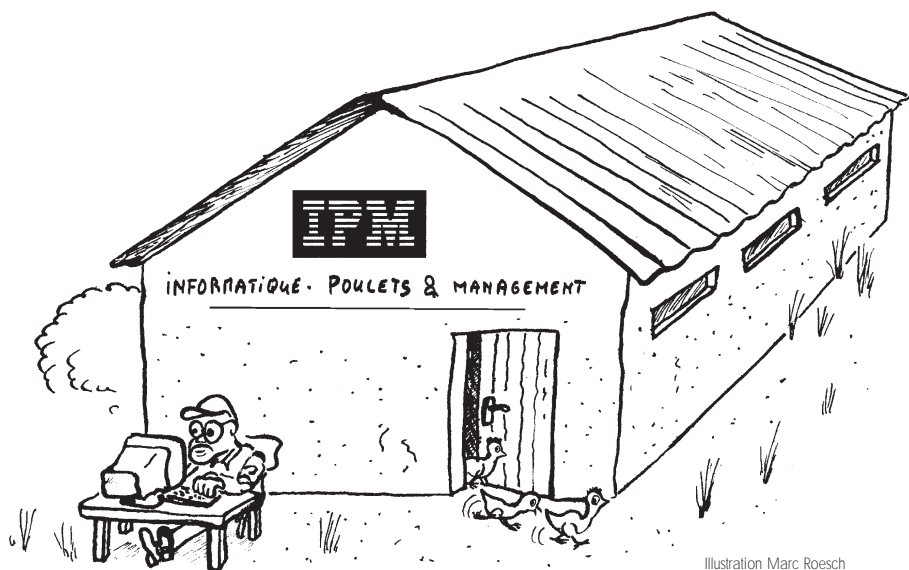


Illustration Marc Roesch

Des géraniums décimés, un informaticien déprimé

Il était au départ informaticien chez IBM à Montpellier, France. Quand David Rajaonson rentre à Madagascar, un créneau inespéré s'ouvre à lui, par suite de la sous-production de géranium à la Réunion. Cultiver des géraniums ? Pourquoi pas. 50 hectares d'exploitation sont disponibles à l'extérieur d'Antananarivo. Il suit en autodidacte une formation agricole et se lance. Pendant 13 ans, l'entreprise (60 ouvriers agricoles) plante, collecte, distille et exporte enfin de l'huile essentielle de géranium rosat et autres plantes aromatiques. Et puis une maladie indomptable décime toute la plantation. "Le métier d'agriculteur est le

plus difficile de tous, affirme David. L'agriculteur doit faire face aux catastrophes naturelles, aux insectes, aux pénuries d'engrais, sans parler des problèmes de motivation du personnel... Les organismes internationaux envoient bien des experts qui font des études mais n'apportent rien de nouveau. On assiste à un saupoudrage des financements qui ne donne pas les résultats escomptés. En fait, le Malgache sait comment planter et il connaît sa terre. Il lui manque seulement les moyens. Si on rassemblait tous les coûts de ces décennies d'expertises internationales, on aurait aisément de quoi payer les semences améliorées, les engrais, les tracteurs, les barrages d'eau." David envisage de reprendre à plein temps son métier d'informaticien.



Spore 28, août 1990.

De l'optique au tabac, aller-retour

Serge Andrian-tsitohaina a toujours été attiré par la terre. Né d'une famille de planteurs de tabac, il rêvait enfant d'élever des poules et d'entretenir une plantation de maïs pour les nourrir. Opticien diplômé en France, il saisit les opportunités qu'offre à Madagascar la politique de vulgarisation de la culture du géranium. Il décide d'exploiter le domaine familial de 100 hectares situé à une heure et demie de la capitale. Il embauche des consultants, défriche la terre, s'associe avec un biochimiste pour la distillation des fleurs et engage vingt familles pour assurer la permanence et s'occuper des cultures vivrières (riz). En période de récolte, l'effectif de son exploitation s'élève à 80 ouvriers. L'affaire lui apporte la noto-

riété – il est élu maire de sa commune – mais lui offre aussi la perspective de gains substantiels. Or, trois années d'investissements et de durs labeurs sont subitement anéantis par une maladie qui décime ses géraniums.

Depuis trois mois, Serge est revenu aux "vieilles amours" de sa famille. Il a réinvesti dans le tabac. Plus question d'exportation, les produits sont écoulés auprès de l'Oftama (l'Office malgache du tabac, sous monopole d'État). Pas de risques techniques : les agents de l'Oftama assurent la fourniture des semences et des engrais et la formation technique.

Le soutien de l'Oftama est de plus en plus dérisoire. Mais au moins, la terre est exploitée, les activités rizicoles ont été maintenues, des paysans ont gardé leur emploi. Serge pourtant va reprendre son magasin d'optique en main. Sa femme sera à la campagne. Il ne se représentera pas aux élections communales.

Communiquons, communiquons !

C'est le message qui est ressorti des discussions du Comité directeur du Programme d'analyse des politiques agricoles pour l'Afrique orientale et centrale (ECAPAPA) réuni à Nairobi (Kenya) en août dernier. Le programme de travail, dont les principaux volets recevront l'appui du CTA, porte notamment sur la formation de formateurs en rédaction de propositions de financement de projets (une de ces formations est prévue à Madagascar à la fin 1999 à l'intention d'un public francophone) et sur l'étude des aspects politiques de l'adoption de techniques et d'intrants agricoles. Le programme mettra l'accent sur l'acquisition du talent nécessaire pour encourager les institutions partenaires à tenir compte des résultats des analyses politiques agricoles dans leurs projets. Mentionnons également les efforts consentis actuellement pour renforcer les compétences en communication, avec la diffusion électronique d'un bulletin hebdomadaire d'information, la production d'un nouvel annuaire et la circulation régulière de rapports et directives politiques.

ECAPAPA est un programme de l'Association pour le renforcement de la recherche agricole en Afrique orientale et centrale (ASARECA).

ECAPAPA
PO Box 765
Entebbe - OUGANDA
Fax : + 256 41 32 11 26
E-mail : ecapapa@imul.com

Madagascar mise sur l'agriculture biologique

Un millier de familles malgaches travaillent déjà dans ce secteur, au sein d'entreprises familiales ou de plantations, privées ou nationalisées, pour un chiffre d'affaires estimé à 2,33 millions d'euros (2,5 millions \$) en 1998. Pour se familiariser avec les exigences et les contraintes du marché, les producteurs sont soutenus par un organisme européen de certification des produits biologiques, ECOCERT. Avec les exportateurs, ils constituent l'association professionnelle PROMABIO. Les produits exportés, très nombreux, sont surtout le café, le cacao, l'huile essentielle d'ylang-ylang. Les huiles essentielles et les épices semblent être les productions les plus prometteuses.

PROMABIO
Groupement professionnel des opérateurs en agriculture biologique
Rolland Rambotiana
BP 1348
101 Antananarivo
MADAGASCAR
Fax : + 261 20 22 259 14
E-mail : phaelflor@dts.mg

ECOCERT
Lot IV B 13 bis Amparibe
101 Antananarivo
MADAGASCAR
Fax : + 261 20 22 65629
E-mail : ecocert@dts.mg

Pour une gestion de l'eau équitable, efficace et durable



Vue panoramique des participants venus de tous les horizons.

■ Que ce soit en quantité ou en qualité, l'eau se fait de plus en plus rare, tout le monde le sait. Les cultures irriguées et d'autres gros secteurs de consommation d'eau comme les villes en expansion, l'industrie et le secteur de la pêche doivent se partager cette ressource précieuse mais ce sont les systèmes d'irrigation qui en sont les plus gros consommateurs. Ces dernières décennies, de nombreux systèmes d'irrigation ont suscité divers problèmes sociaux, économiques et environnementaux et n'ont que trop rarement donné les résultats escomptés, telle une amélioration de la sécurité alimentaire. Par ailleurs, comme beaucoup de gouvernements ont dû réduire leurs dépenses et rationaliser leurs services administratifs, les administrations chargées de la gestion de l'eau ont fini par transférer leurs responsabilités aux utilisateurs, ce qui a bientôt incité à repenser l'irrigation. C'est autour de cette vaste problématique que le CTA a organisé son séminaire *Gestion de l'eau équitable, efficace et durable pour le développement agricole et rural en Afrique subsaharienne et dans les Caraïbes*, à Córdoba en Espagne, du 20 au 25 septembre 1999. Les participants représentaient tous les acteurs intervenant dans différents types de systèmes et modes de gestion de l'irrigation dans les pays ACP. L'évolution de ce secteur est un processus à long terme qui est l'affaire de tous, mais qui demande tout d'abord que soient redéfinis le rôle, les droits et les responsabilités de chacun. Si l'on reconnaît qu'il est nécessaire de déléguer davantage de responsabilités aux utilisateurs, il faut aussi reconnaître qu'ils ne sont pas suffisamment formés ou équipés pour prendre en main des fonctions de gestionnaires, et qu'ils ne sont pas en mesure de faire les investissements nécessaires pour adapter et assurer le bon fonctionnement de ces systèmes. L'échange d'informations

et l'accès à des données de qualité sont des aspects très importants, mais on s'aperçoit que les données disponibles ne sont pas toujours fiables et qu'elles sont éparpillées dans de nombreuses institutions. Au cours du séminaire, les participants ont pu dégager un certain nombre de facteurs qu'ils considèrent essentiels dans ce processus de transformation du secteur de la gestion de l'eau : appropriation et accès garantis à l'eau et à la terre, expression des revendications de tous les utilisateurs actuels et potentiels, professionnalisation des opérateurs, mise en place d'une réglementation adaptée, respect de l'environnement et participation des femmes dans les processus décisionnels.

Les participants au séminaire ont aussi visité plusieurs communautés pratiquant l'irrigation non loin de Córdoba. Dans cette région, l'irrigation, telle qu'on la pratique depuis plus de mille ans, se fait en partie par gravité et distribution de l'eau par des canaux, et en partie par des systèmes d'aspersion très modernes.

Une technique exemplaire pour dessaler les rizières

■ Les animateurs de l'équipe AgroBio AJAC/Kolda (moyenne Casamance, au Sénégal) ont été très impressionnés par leur visite chez les agriculteurs balante de Guinée-Bissau, dont le savoir-faire en riziculture est reconnu. Ils ont, en effet, mis au point avec trois ONG (ICAP, RADI et PIC) des techniques simples, efficaces et peu coûteuses pour restaurer les rizières envahies par le sel dans les zones de mangroves. Ces techniques consistent d'abord à recourir à des procédés mécaniques : la construction de digues équipées de "bouchons" amovibles (piquets, branches tressées, terre compactée) permet d'irriguer puis

Les participants se sont dits impressionnés par le niveau d'organisation des communautés qu'ils ont rencontrées et par les normes très strictes de maintenance qu'elles appliquent.

Les débats et les visites à l'occasion de ce séminaire témoignent d'une évolution de l'irrigation où la notion de périmètre irrigué est progressivement remplacée par celle de système irrigué. L'architecture du réseau n'est plus une fin en soi, l'autorité de l'État n'est pas une condition suffisante de réussite, le terme de bénéficiaire disparaît au profit de celui d'acteur, le régime de l'obligation n'est plus de mise. L'expérience de Córdoba est enrichissante et appelle une suite, du fait même des actions que les participants vont mettre en place dans leur pays, s'inspirant sans doute des principes directeurs proposés par l'Union européenne (voir page 11), mais aussi des besoins d'échanges, de comparaisons et d'approfondissements.

Pour en savoir plus :

Synthèse du séminaire accessible sur <http://www.cta.nl>

Voir aussi :

Integrated water resources management : issues and options in selected African countries, S.M.K. Donkor, Y. Wolde Commission économique des Nations unies pour l'Afrique PO Box 3001, Addis-Abeba - ÉTHIOPIE, 1998, 81 pages, gratuit
E-mail : donkor@un.org

de drainer les rizières. Des troncs d'arbres mis à pourrir dans l'eau puis évidés servent de canalisation pour compléter le dispositif.

Un procédé biologique est ensuite utilisé pour piéger le sel : un mulch fait de paille et de coques de riz, disposé dans la parcelle inondée, retient les cristaux de sel lorsque l'eau s'évapore après le drainage. Les rendements des rizières permettent de nourrir les familles toute l'année. Les villageois de moyenne Casamance ont déjà mis à profit l'expérience des Guinéens.

Contact : Lamine Biaye
AJAC/Kolda
BP 11, Sédhiou - SÉNÉGAL

Savez-vous ce que vous mangez ?

■ C'est bon pour la santé de manger des tomates, tout le monde le sait. Mais vaut-il mieux manger une tomate verte ou bien mûre ? Une tomate bouillie, séchée au soleil, ou mise en conserve avec des piments verts ? Dans quelle mesure la préparation affecte-t-elle la teneur en vitamines, en graisses ou en protéines ? Du point de vue nutritionnel, quelle est la différence entre des gombos bouillis et salés et des gombos bouillis sans sel ? La base de données Nutrient Database, accessible via Internet, répond à ce genre de questions. La recherche d'information y est très simple. Il suffit de taper le mot-clé qui décrit le mieux l'aliment, et d'appuyer sur la touche Entrée ou Retour du clavier. Si vous n'obtenez pas de réponse, vérifiez l'or-

thographe du mot ou essayez un terme voisin. Si les réponses sont trop nombreuses, choisissez un mot-clé plus précis. Les résultats sont présentés sous forme de tableaux indiquant la composition globale, ainsi que la teneur en minéraux, en vitamines et en lipides pour une quantité donnée.

Il faut néanmoins avoir quelques notions en matière de nutrition pour utiliser l'information. Les tableaux ne fournissent aucune explication. Le jus de citron frais contient deux fois plus de vitamine C que le jus de citron en conserve et la teneur en sodium est plus élevée : 21 mg de sodium pour 100 g de jus de citron frais, contre 1 mg seulement pour l'équivalent en conserve. Pourquoi ? Est-ce bon



ou mauvais pour la santé ? C'est à vous de le découvrir, si vous ne le savez pas déjà. Si vous ne pouvez accéder à Internet, demandez un exemplaire de la publication ci-dessous, où vous trouverez les mêmes informations.

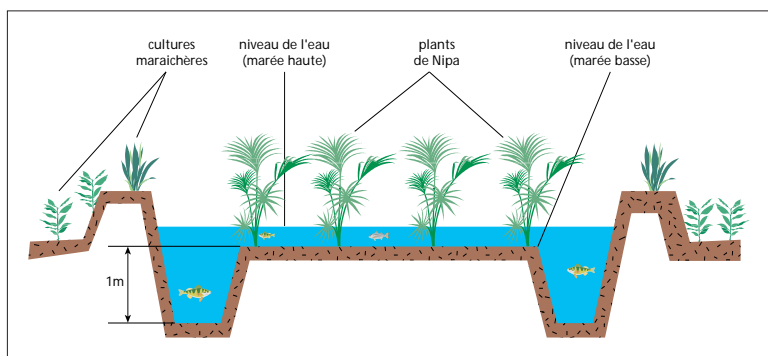
Nutrient Data Laboratory, Agricultural Research Service, Beltsville Human Nutrition Research Center, 10300 Baltimore Blvd, Bldg. 005, Rm. 107, BARC-West
Beltsville, MD 20705 - ÉTATS-UNIS
E-mail : ndinfo@rbhnc.usda.gov
Fax : + 1 301 504 0632
Site Web : www.nal.usda.gov/fnic/cgi-bin/nut_search.pl

La mise en valeur des mangroves aux Philippines : vive Ana !

■ Les mangroves sont précieuses. Elles protègent les côtes contre l'érosion, servent de refuge aux poissons et aux crustacés et fournissent du bois (voir *Spore* n° 82). Mais comment en tirer le meilleur parti sans nuire à son utilité ? Aux Philippines, on a trouvé ! Une technique simple d'aménagement, "ANA" (Agri-nipa-aquaculture), intègre la plantation de palmiers sucriers ou "nipa" (*Nypa fruticans*), le maraîchage et l'aquaculture. Les nipas sont plantés au centre du dispositif. Ils stabilisent les sols ; leurs fibres et leur bois sont utilisés pour l'artisanat, leur sève pour la fabrication de sucre, de vinaigre et d'alcool. Plus ou moins submergés selon les marées, ils offrent un refuge naturel aux poissons, et

l'opportunité d'y élever des tilapias et des "milkfish" (*Chanos chanos*) qui y croissent et se reproduisent rapidement. Des

la banane et le jacquier. Le sol est enrichi par un compost de déchets végétaux fournis par la mangrove. Le système est cohé-



fossés sont donc creusés autour de la plantation des nipas puis entourés de digues sur lesquelles sont plantées des cultures maraîchères. Les plus adaptées à la salinité du milieu sont la tomate, l'aubergine, le gombo, le maïs, l'arachide, l'ananas, la passiflore,

rent, efficace, mais il ne peut pas être utilisé partout. La culture du nipa et l'élevage des tilapias nécessitent un apport d'eau douce...

Santiago Bacongus
College 4031, Laguna - PHILIPPINES
E-mail : erdb@laguna.net



Photo A. Maslennikov - Stilpicture

Une banque génétique pour les cocotiers

"L'arbre de vie" du royaume de Tonga – le cocotier – est victime de la concurrence des autres cultures et de l'abattage de son bois. Sa disparition progressive a alerté le ministère de l'Agriculture et de la Forêt qui a entrepris de recenser toutes les variétés locales, en collaboration avec le COGENT. Ce réseau international encourage la collaboration entre les pays producteurs et les instituts de recherche pour conserver et utiliser les ressources génétiques du cocotier. Quatorze variétés sont ainsi cultivées dans la ferme expérimentale de Vaini, où leurs spécificités sont évaluées et des hybrides créés.

IPGRI Regional Office for Asia, the Pacific and Oceania
PO Box 236, UPM Post Office, Serdang,
43400 Selangor Darul Ehsan
MALAYSIA
Fax : + 603 9487655
E-mail : IPGRI-APO@cgiar.org
Site Web : www.cgiar.org/ipgri/institute/profiles.htm#C08

Bonnes nouvelles du Mozambique

Dans la quasi-totalité du Mozambique, les réserves en céréales ont augmenté suite à des récoltes au-dessus de la moyenne. Les bonnes récoltes de maïs, de sorgho, de millet, de riz, d'arachide, de haricots et de manioc, associées à des conditions de pâturage favorables, ont amélioré l'alimentation des familles. La plupart des secteurs de la région centrale signalent que le taux de renouvellement du cheptel est proche de celui que l'on connaissait avant l'indépendance. Selon des témoignages, émanant de la province méridionale de Tété et de la province septentrionale de Manica, les fermiers vendraient plus ou moins le même nombre de chèvres qu'au cours de la guerre, mais c'est actuellement bon signe : le cheptel est excédentaire (alors qu'auparavant ils vendaient le bétail pour acheter des céréales).

Food early warning system, USAID, 1999.

Un insecte menace les cultures en Mauritanie

Le foreur des tiges *Sesamia calamistis*, insecte térébrant qui s'attaque aux céréales, cause actuellement la perte de 10 000 tonnes de sorgho par an dans le pays. *Sesamia calamistis* est également le vecteur d'un agent pathogène qui détruit la tige et les panicules de la plante. Il attaque en outre la canne à sucre, le millet, le maïs et le riz, aliment de base des Mauritanien. En Afrique de l'Est, la stratégie de lutte consistant à introduire un ennemi naturel de l'insecte a

donné de bons résultats. Au début des années 90, une guêpe parasite (*Cotesia flavipes*) a été importée au Kenya et a détruit avec efficacité différents insectes prédateurs de tiges, dont *Sesamia calamistis*.

Pan African News Agency,
août 1999.

Mauvaise récolte sucrière en île Maurice...

La sécheresse qui sévit à l'île Maurice depuis la fin de 1998 a provoqué une baisse dramatique de la production sucrière : 340 000 tonnes cette année pour un potentiel annuel de 625 000 tonnes ! C'est une des plus mauvaises récoltes de l'histoire de Maurice. Elle représente un manque à gagner de 149,5 millions d'euros (160 millions \$). Le quota sucrier relatif au protocole ACP-UE (500 000 tonnes) ne pourra pas être atteint, même en puisant dans les stocks. Le déficit sera alloué aux autres pays ACP producteurs de sucre.

... mais bonne nouvelle pour les producteurs de canne à sucre de Fidji

Fidji attend une déclaration officielle de l'île Maurice, confirmant le déficit de sa production, pour vendre à l'Union européenne, à un tarif préférentiel trois fois plus élevé que celui du marché mondial, une partie des 90 000 tonnes correspondant au déficit du quota mauricien. Une première livraison (20 000 tonnes) est déjà prévue, deux autres sont en projet. Une aubaine pour les producteurs fidjiens !

Enseignement en ligne

Deux programmes universitaires du troisième cycle sur l'après-récolte sont offerts dans le cadre d'un télé-enseignement en ligne. Organisés par l'équipe de sécurité alimentaire du Natural Resources Institute au Royaume-Uni, ces programmes, sanctionnés par un diplôme, portent sur le stockage des graines et l'horticulture d'après-récolte. Le premier est axé sur la détection, la surveillance et la lutte contre les rongeurs, le second sur les techniques et protocoles d'exportation de produits tropicaux vers les marchés des pays développés. Le premier cours démarrera le 7 février 2000 et le second peu de temps après. Les étudiants peuvent s'inscrire à tout moment et suivre leur programme diffusé en ligne, de préférence deux fois par semaine, à partir de leur pays.

NRI Training Officer
University of Greenwich
Central Avenue
Chatham Maritime
Kent ME4 4TB - ROYAUME-UNI
Fax : + 44 1634 88 33 86
E-mail : nri-training@gre.ac.uk
Site Web : www.nri.org/training

Mouche tsé-tsé : le combat continue sur tous les fronts

■ La mouche tsé-tsé ou "glossine" (*Glossina* spp.) propage des trypanosomes responsables de la maladie du sommeil. L'épandage d'insecticides est toujours en vigueur pour la combattre. Mais ce sont des produits à base de pyréthre qui sont utilisés aujourd'hui, parce que moins nocifs – bien que plus coûteux – que le DDT. L'imprégnation du bétail par bains ou pulvérisations est une autre technique : imprégnés d'insecticide, les animaux servent de pièges vivants pour les mouches.

Si la lutte biologique n'offre pas, pour le moment, d'application pratique, le lâcher de tsé-tsé mâles stériles en association avec des traitements insecticides est efficace, bien qu'agissant à retardement. Le piégeage, quant à lui, est une solution simple et sans impact négatif sur l'environnement ; il nécessite toutefois la participation des populations pour implanter et entretenir les leurres. Il consiste à installer des écrans de couleur noire ou bleue imprégnés d'acétone ou de phénol et chapeautés d'une petite cage de collecte. Attirées par la couleur et l'odeur, les tsé-tsé s'y laissent prendre.

La mise au point d'un vaccin "antimaladie" est, par ailleurs, à l'étude. Il ne s'agirait pas d'empêcher les animaux d'avoir la maladie du sommeil, mais d'augmenter leur résistance à l'infection parasitaire.

Enfin, la télédétection et les enquêtes sur le terrain permettent d'identifier les milieux favorables à la prolifération des glossines et de surveiller l'évolution de leur population.



Un insecte redoutable
(*Glossina morsitans*).

Fertilisons, oui, mais avec prudence !

■ La nécessité de rendre les sols plus productifs tout en les conservant, tel était le thème central d'une réunion d'experts qui s'est tenue à Ouagadougou (Burkina Faso) du 26 au 30 juillet 1999. Au cœur du débat : l'utilisation d'engrais, les problèmes qu'ils posent et les perspectives qu'ils offrent, et la dégradation chimique des sols qu'entraînent les modes traditionnels de culture.

Sans s'attarder sur les conséquences environnementales – évidentes – de l'abus d'engrais, le groupe s'est intéressé aux moyens d'avancer dans la recherche d'engrais organiques azotés comme ceux tirés de la décomposition des déchets, ainsi qu'à l'étude de l'efficacité de certaines options de fertilisation organo-minérale, sans négliger les problèmes environnementaux que peut poser la présence de métaux lourds dans ces matériaux.

Les recommandations du groupe ont porté, entre autres, sur la nécessité de mettre en place des formations et des mesures d'incitation à la gestion des engrais, d'utiliser les ressources locales pour la fertilisation des sols, et d'étudier de nouvelles options biologiques comme l'azolla et la jacinthe d'eau.

Une trentaine de chercheurs d'Afrique du Sud, de Maurice, du Ghana, du Burkina Faso, du Sénégal et du Nigeria ainsi que d'organisations internationales participaient à cette réunion financée par l'Organisation de l'unité africaine et la FAO, et organisée en collaboration avec l'African Soil Science Society.

B. Lalljee
Trésorier général, ASSS
Faculté d'agriculture
Université de Maurice
Reduit - MAURICE
Fax : + 230 4549642

Si ça ne convient pas aux femmes...



Murielle Vandreck (à gauche),
du Service de distribution des
publications au CTA, accueille
les participantes.

■ Si ça ne convient pas aux femmes... ça ne convient pas du tout. C'est ce qui est fortement ressorti de la Foire internationale du livre du Zimbabwe organisée

à Harare en août dernier. Sous la bannière "Voix de femmes : genre, livres et développement", la foire offrait un important programme d'ateliers, de séminaires et autres rencontres autour de thèmes touchant à la participation des femmes dans le monde de l'édition en Afrique. Certaines rencontres étaient organisées par le Réseau des éditeurs africains (APNET), avec lequel le CTA travaille depuis sa création en 1992, compte tenu de l'intérêt qu'il porte au développement des capacités d'édition dans les pays africains. [L'APNET a signé, le 9 novembre dernier à New York, un accord de partenariat sans précedent avec cinq bailleurs de fonds

des pays du Nord, qui portera sur une durée de cinq ans. - ndlr].

La forte présence du CTA à cette foire internationale a été très appréciée par les nombreux visiteurs qui œuvrent pour le développement agricole et rural, et a offert à sa délégation une précieuse occasion de participer à des échanges focalisés sur la participation des femmes et de rencontrer des organisations dévouées à cette cause. Ces rencontres permettront en particulier de renforcer les efforts que le CTA déploie actuellement pour améliorer la diffusion de *Spore* et autres publications du CTA, notamment auprès des femmes et des organisations féminines.

"Qui serait assez fou pour y aller...?"

■ Walter, lui, y est allé. Walter Plowright est le lauréat du World Food Prize 1999 pour avoir mis au point un vaccin qui a permis de pratiquement éliminer la peste bovine, ce fléau qui décime le bétail depuis plus d'un siècle. Au cours de la cérémonie qui s'est déroulée à Londres en octobre dernier, les organisateurs ont rendu hommage au chercheur pour les efforts qu'il a consacrés "pendant plus de vingt ans à la recherche et à la mise au point (au Kenya) d'un vaccin sûr et efficace contre la peste bovine".

La réussite de Dr Plowright témoigne de l'impact que peut avoir un chercheur dévoué et persévérant. Frank Dobson, un ancien collègue du chercheur, relatait l'histoire au roi des Belges il y a quelques années : "La peste bovine ne fut introduite en Afrique qu'en 1890. En douze ans elle balaya les terres de la Corne de l'Afrique au Cap et

décima 80 à 90 % des bêtes sauvages. Les plaines étaient jonchées de carcasses et les vautours s'en étaient tant repus qu'ils ne pouvaient plus voler... Le gouvernement britannique recommanda d'éliminer tous les gnous établis dans la plaine du Serengeti, car on croyait qu'ils formaient un réservoir de transmission de la maladie. C'est alors que Walter mit au point un vaccin. Mais qui serait assez fou pour aller se frotter aux buffles sauvages et piquer 250 000 gnous ? Eux, tous les ans, ils y allaient et y vont encore, et ils vaccinent toutes les têtes de bétail qu'ils trouvent sur leur passage. Et c'est en vaccinant uniquement le bétail que la peste bovine commence à disparaître de toutes les autres espèces de l'écosystème."

Quelques poches de peste bovine subsistent encore cependant, en raison des difficultés d'accès dues à la situation poli-



tique dans certains endroits de la planète. Mais, à mesure que ces problèmes seront surmontés, la peste bovine, tout comme la variole, pourra être éliminée. C'est là une des plus belles réussites scientifiques, tout à l'honneur de Dr Plowright, et une source d'inspiration pour les jeunes chercheurs d'aujourd'hui.

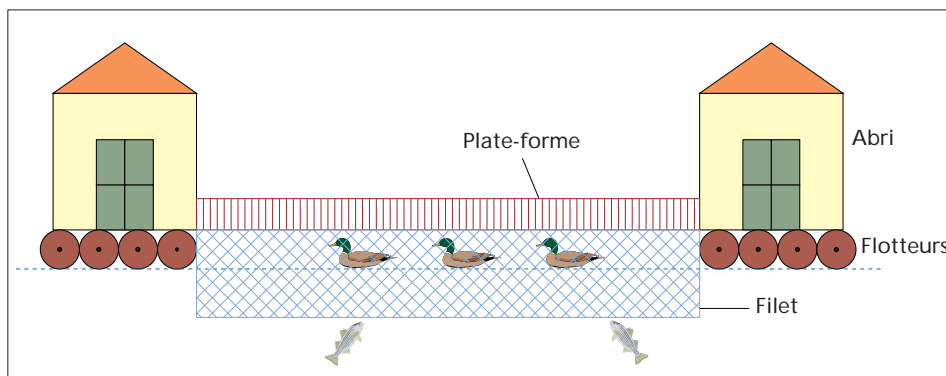
World Food Prize Foundation
610 Locust Street, Suite 1000,
Des Moines, Iowa 50309 - ETATS-UNIS
Fax : + 1 515 245 3783
E-mail : wfp@ruan.com
Site Web : www.wfpf.org

Pratiques agricoles, industrie agroalimentaire et discours écologique

L'industrie agroalimentaire doit se concentrer sur la qualité pour occuper des créneaux sur le marché mondial et opter pour une forme d'écologie compatible avec la justice sociale. Toutes ces préoccupations influent sur les contrats que les entreprises du secteur passent avec les producteurs agricoles. Un atelier est organisé en vue de contribuer à l'analyse des interactions entre l'industrie agroalimentaire et les producteurs, notamment dans les pays en développement, et d'œuvrer pour que le discours social et le discours écologique débouchent sur des transformations institutionnelles et technologiques.

Si vous souhaitez présenter une communication (date limite : 1^{er} juin 2000), veuillez contacter :
Technology and Agrarian Development, Wageningen UR
Nieuwe Kanaal 11
6709 PA, Wageningen
PAYS-BAS
Fax : + 31 317 484759
E-mail : sietze.vellemma@tao.tct.wau.nl
Site Web : www.slm.wau.nl/tao/workshop

Pourquoi ne pas élever des poissons grâce aux volailles ?



■ Voici deux exemples simples, mais ingénieux, qui illustrent l'art – très ancien en Extrême-Orient – d'utiliser rationnellement des ressources naturelles et de faire d'une pierre deux coups : l'élevage combiné des volailles et des poissons. Un premier système est destiné à l'élevage de canards, mais ils ne sont pas dans la mare. Juste au-dessus. Explications : deux abris sont construits sur un plancher flottant en bambou et reliés par une plate-forme rectangulaire. On accroche sous la plate-forme et sous le niveau de l'eau un treillis métallique permettant aux canards de nager et de se nourrir sans s'échapper.

Sous ce treillis, on installe un filet qui isole les canards des poissons, tout en laissant passer leurs fientes au profit des poissons. Le procédé présente plusieurs avantages : les canards ne mangent pas les poissons (qui peuvent donc se développer facilement) ni les cultures autour de la mare. Les poissons sont à l'abri de leurs prédateurs et, se déplaçant peu, ils grossissent allègrement. Enfin, la répartition des fientes est uniforme car le système peut être déplacé facilement.

Le second système consiste à construire un poulailler sur pilotis (cela évite la collecte manuelle des fientes). Son plancher à claire-voie

permet le passage des excréments qui s'amassent sur une planche fixée en dessous. Cette planche est inclinable vers un filet à mailles fines muni de longues anses fixé aux pilotis. Pour récupérer les fientes, on incline la planche vers le filet. On peut ensuite déplacer le filet autour de la mare grâce aux anses. Ici aussi, on évite l'eutrophisation du plan d'eau en dispersant la matière organique. Par ailleurs, le nettoyage simple et rapide du poulailler minimise les risques d'épidémie chez les poules.

T. Muthu Ayyappan
1/65 I, Thanusham
Martandam, K. K. Dist.
Tamilnadu - INDE

Deux pesticides mis à l'index

Depuis le 2 août dernier, l'EPA, l'agence américaine de protection de l'environnement, a restreint sévèrement l'utilisation de deux pesticides très courants : le méthyl parathion et l'azynphos méthyl. Ces organophosphates ne pourront plus être utilisés sur les cultures maraîchères et fruitières (ni sur la canne à sucre et le coton pour le second produit). Ils attaquent le système nerveux des insectes, mais aussi des humains, comme en témoignent les maladies ou les décès constatés chez des travailleurs agricoles et des enfants. Ces derniers sont particulièrement exposés parce que leur système nerveux est en développement et qu'ils mangent proportionnellement plus de fruits et de légumes que les adultes. Espérons que le message passera dans d'autres pays.

Un système d'information mondial sur les plantes et les insectes nuisibles

Le GPPIS est la version mondiale du système d'information phytosanitaire du Pacifique (Pacific Plant Protection Information System), mis au point par la FAO et le Secrétariat général de la communauté du Pacifique. Pour l'heure, le nombre de données est légèrement insuffisant, mais à terme le système pourrait devenir une véritable mine de renseignements sur les plantes et les insectes qui les détruisent.

Site Web : <http://ppis.fao.org>
E-mail : tony.putter@fao.org

Les femmes sur la Toile

Un certain nombre d'organisations de femmes africaines se sont récemment rejointes sur le World Wide Web, autour de thèmes d'intérêt régional ou sectoriel. Women'sNet, par exemple, aide les femmes d'Afrique australe à exploiter les technologies de communication et d'information (TCI) en vue de progresser sur le chemin de l'égalité (www.womensnet.org.za). L'Internet peut être utilisé pour rechercher les personnes, les problématiques, les ressources et les outils indispensables à l'action sociale des femmes, sans que cela se limite à l'Afrique australe. Un des services proposés, "Getting connected", est un guide en ligne très utile pour apprendre à se connecter et à surfer sur l'Internet (www.uct.ac.za/org/agi/progproj/clip/getcon1.htm). Ce guide est bien entendu disponible dans une version imprimée pour ceux qui n'ont pas encore accès à l'Internet. Si vous voulez faire des recherches spécifiques sur la problématique des femmes, essayez le moteur de recherche que vous trouverez à l'adresse suivante : www.women.com.

Famafrigue – "Communication pour les Femmes" – poursuit des objectifs similaires mais en Afrique francophone (www.famafrigue.org).

Le réseau Gender in Africa Information Network (GAIN)

cherche à promouvoir l'échange d'informations et le travail en réseau sur les questions de genre en Afrique (www.womensnet.org.za/links/gainbroch.htm). Le travail en réseau – toujours un point fort des activités féminines – tient une place centrale dans de nombreux forums sur le rôle des femmes : plus de 500 listes de diffusion et forums de ce genre sont répertoriés à l'adresse suivante : www.research.umbc.edu/~korenman/wmst/forums.html.

AFR-FEM est un autre service important. C'est un groupe de travail en ligne créé à l'occasion de la Conférence sur les femmes africaines et le développement économique qui s'est déroulée en Éthiopie en 1998. Ce groupe de travail est en même temps un forum de discussion où les femmes peuvent échanger des informations en anglais et en français. Pour y participer, il suffit d'envoyer un e-mail à majordomo@tristram.edc.org en inscrivant dans le corps du texte *subscribe afr-fem*, sans rien écrire sur la ligne réservée à l'objet du message. FEMNET (www.africaonline.co.ke/femnet/) – African Women's Development and Communication Network – est un service légèrement différent qui tente d'aider les ONG africaines à travailler plus efficacement en faveur des femmes.

En matière de recherche, le Programme pour les femmes du Groupe consultatif pour la recherche agronomique internationale (GCRAI) anime un réseau électronique, *gender-cg*, où les participants partagent des informations sur le rôle des femmes dans des domaines tels que l'agriculture, la gestion des ressources naturelles, la sécurité alimentaire et la nutrition. Actuellement, 200 personnes de 40 pays y sont inscrites. Pour participer, adressez un e-mail à listserv@cnet.com en inscrivant dans le corps du texte le message *subscribe gender-cg* sans rien écrire sur la ligne réservée à l'objet du message.

Si vous voulez connaître l'adresse de certains réseaux et organisations dans votre région, consultez le site Web du Centre international d'information et d'archives du Mouvement des femmes (www.iiav.nl/homeeng.html). Sa base de données contient des informations sur des centaines d'organisations et vous pourrez y ajouter les vôtres.

Pour la région du Pacifique, il existe deux superbes sites : ISIS (www.sequel.net/~isis) et le Programme pour les femmes de la région Asie-Pacifique (www.apgen.apdip.net/dg/index.htm). Ce dernier vise à encourager les décideurs, les acteurs et les universitaires à travailler en réseau.



Si vous n'avez pas accès à l'Internet et que vous recherchez des organisations et des réseaux sur la problématique des femmes, sachez que plusieurs annuaires sont en cours de préparation.

Famafrigue, ENDA, BP 3370
Dakar - SÉNÉGAL
Fax : + 221 822 2695
E-mail : famafrigue@enda.sn
Site Web : www.famafrigue.org

ISIS International, PO Box 1837
Quezon City Main
1100 Quezon City - PHILIPPINES
Fax : + 632 435 3408
E-mail : isis@mnl.sequel.net
Site Web : www.sequel.net/~isis

Women'sNet
SANGONET, PO Box 31
Johannesburg 2000
13th Floor Longbank Building
187 Bree St., Johannesburg
AFRIQUE DU SUD
Fax : + 27 11 492 1058
E-mail : women@wn.apc.org

A lire :

Women's Information Services and Networks, A global source book.
S. Cummings, H. van Dam, M. Valk,
Royal Tropical Institute, Coproduction with the International Information and Women's Archives (IIAV), Amsterdam, 1999
176 pages
ISBN 90-6832-711-9
15,90 €
KIT Press, PO Box 95001
1090 HA Amsterdam
PAYS-BAS
Fax : + 31 20 568 82 86
E-mail : kitpress@kit.nl

Le CARI

Le CARI (Centre d'actions et de réalisations internationales) a pour mission une approche globale du développement local s'appuyant sur l'agriculture durable. Le champ d'application de ses actions est triple : la formation, le soutien technique et l'animation de réseaux.

• La formation

Dispensée en France et en Afrique, elle couvre les aspects techniques du développement durable (l'agroécologie), mais aussi théoriques (réflexion sur les mécanismes du développement et la responsabilité des citoyens). En ce qui concerne l'agroécologie, la



Travaux pratiques pour les stagiaires du CARI.

formation aborde les connaissances de base : démarche, techniques, méthodes de diffusion sur le terrain. Elle s'adresse à des ingénieurs et à des techniciens de la zone soudano-sahélienne, des responsables d'organisations payannes ou encore des formateurs d'organisations rurales ou d'ONG. Au Burkina Faso, par exemple, un programme de formation en agroécologie tropicale a été mis en place avec à son sommaire : la gestion de la fertilité des

sols, la protection raisonnée des cultures, la transformation des produits à la ferme, la commercialisation de proximité, la diffusion de l'innovation.

• Le soutien technique

Le CARI apporte un soutien technique, sous forme de missions d'appui, à des projets visant la sécurité alimentaire, la valorisation des ressources locales, la protection des ressources naturelles et la lutte contre la désertification. Un de ceux-ci, au Mali, concerne l'appui au développement agricole et pastoral de Tin Zaouaten (Adrar des Iforas). Il consiste à réaliser des travaux de consolidation des berges des oueds, à développer les cultures vivrières en sensibilisant les Touaregs à la protection des sols et à la fertilisation, à aider à la reconstitution du

cheptel en revitalisant le système traditionnel de prêt.

• L'animation de réseaux

Le CARI anime des sessions de partage d'expériences sur des études de cas concrets. Le premier carrefour national des jeunes ruraux qui a eu lieu en février 1999 au Bénin en est un exemple. Il travaille également avec des structures telles que le MRJC (Mouvement rural des jeunes chrétiens) au Bénin, le CFFA (Centre de formation agricole pour adultes) de Kamboinsé et l'ADTAE (Association de développement des techniques agroécologiques) de Kokhologo au Burkina Faso.

Patrice Burger
CARI-CIEPAD
Le Triol, 34380 Viols-le-Fort - FRANCE
Fax : + 33 04 67 55 61 18
E-mail : cariciepad@aol.com

Publications

La gestion de l'eau en pratique

Vu que la demande en eau est largement supérieure à l'offre (voir *Spore* n° 74 et le rapport du séminaire de Córdoba p. 6), il devient urgent d'améliorer les pratiques de gestion de cette ressource si précieuse à l'aquaculture, à la consommation domestique et à l'industrie. L'Union européenne propose de nouvelles directives pour la conception et la mise en œuvre des projets de gestion de l'eau dans les pays en développement. *Vers une gestion durable de l'eau* aborde toutes les facettes de la démarche globale de la Commission en la matière : institutionnelles, administratives,

sociales, économiques et environnementales, ainsi que les aspects de communication et de participation de tous les acteurs concernés. Le principal intérêt de cet ouvrage est qu'il explique comment appliquer cette démarche en pratique, en offrant des outils tels que l'analyse du rôle des femmes et des différents acteurs, la législation de l'eau et des enquêtes sur la disposition des usagers à contribuer financièrement à ces projets. Aussi volumineux et détaillé qu'il puisse paraître, c'est un guide très utile pour traiter l'eau avec tout le respect qu'elle mérite.



Vers une gestion durable de l'eau.
DG Développement, Commission européenne, 1998, 350 pages
ISBN 92-828-4456-0
Gratuit
DG Développement,
Rue de la Loi 200,
1049 Bruxelles - BELGIQUE
Fax : + 32 2 299 25 25
E-mail : info@cec.eu.int

Annuaire de la production 1998, vol. 52

Cet annuaire contient les données statistiques sur les produits agricoles de base de tous les pays et territoires du monde. Elles concernent la superficie, le rendement et la production des cultures, les effectifs du cheptel et les produits d'élevage ainsi que la population, l'utilisation des terres, l'irrigation et les machines agricoles pour les années 1996-1998.

FAO, collection "Statistiques", 1999
Viale delle Terme di Caracalla
00100 Rome
ITALIE
Fax : + 30 06 5705 6850
ISBN 92-5-004288-4
272 pages
Prix : 45 \$/45,34 €

Mondialisation. Les mots et les choses

■ Mondialisation : le terme a envahi le vocabulaire journalistique, scientifique et politique, mais que recouvre-t-il exactement ? Quels sont les logiques, les tendances, les enjeux de la mondialisation ? Ce livre s'adresse aux étudiants, enseignants, chercheurs mais aussi aux décideurs privés ou publics confrontés à la mondialisation.

Éditions Karthala, 1999
360 pages
ISBN 2-86537-957-4
Prix : 160 F/24,80 €

Une association de développement en pays mossi. Le don comme ruse

■ L'ouvrage traite de l'essor d'une association villageoise constituée par un groupe de jeunes Mossi au Burkina Faso. Il retrace une expérience réelle et invite à réfléchir sur les stratégies de communication et de compréhension que peuvent développer les bénéficiaires de l'aide avec leurs donateurs.

Éditions Karthala, 1998
22-24, boulevard Arago
75013 Paris
FRANCE
296 pages, ISBN 2-86537-819-5
Prix : 160 FF/24,80 €

Gestion agrobiologique des sols et des systèmes de culture

■ Actes de l'atelier international qui s'est tenu du 23 au 29 mars 1998 à Antsirabe, Madagascar. Thème : le semis direct de la culture sur une couverture végétale permanente du sol.

CIRAD, collection "Colloques", 1999
La librairie du CIRAD
BP 5035
34032 Montpellier cedex 1
FRANCE
658 pages
ISBN 2-87614-352-6
ISSN 1264-112X
Prix : 250 FF/38,16 €

Le savoir et le pouvoir

Publié en 1989, *Farmer first* (les paysans d'abord*) mettait en cause les conceptions classiques du développement basées sur le transfert de technologies, et préconisait une démarche participative fondée sur la prise en compte des expériences et du savoir des agriculteurs. Les idées présentées dans ce livre ont beaucoup évolué depuis, et bien des professionnels ont fait de la participation et de la priorité aux agriculteurs leurs mots d'ordre. Mais nombreux sont aussi les scientifiques, enseignants et vulgarisateurs encore pris au



piège d'institutions centralisées fonctionnant sur le modèle du transfert "de haut en bas". La rhé-

torique de la participation a été adoptée, mais pas sur le fond.

Donnant en quelque sorte suite à *Farmer first*, ce nouvel ouvrage fait le point des modèles de développement et des méthodes de formation induits par la démarche participative, et porte le débat sur le savoir rural et ses enjeux. La première partie propose des réflexions sur le caractère multiple et complexe du savoir et sur ses implications, en termes de pouvoir et de contrôle, dans la recherche et la vulgarisation agricoles. "Se demander quels sont les détenteurs du savoir ne suffit pas, encore faut-il se demander qui ne sait pas et pourquoi." Les difficultés méthodologiques que soulèvent ces questions sont traitées dans la deuxième partie. La dernière partie examine les défis que les nouvelles perspectives et méthodes posent aux institutions et aux politiques.

La reconnaissance du savoir rural.
Savoir des populations, recherche agricole et vulgarisation. Sous la direction de I. Scoones et J. Thompson. Coédition CTA-Karthala, 1999. 474 pages.
ISBN 2-86537-921-3, n° CTA 955, 40 unités de crédit.

* Toujours disponible au CTA :
Les paysans d'abord. Sous la direction de R. Chambers, A. Pacey et L.A. Thrupp. Coédition CTA-Karthala, 1994. 346 pages.
ISBN 2-86537-464-5, n° CTA 616, 40 unités de crédit.

Gestion durable des forêts denses humides africaines



humides de l'Afrique centrale et occidentale dans le cadre du projet Forafri. Ce CD-Rom propose le texte intégral des documents élaborés à partir de ces recherches, soit quelque 2 000 pages de synthèses techniques. Il s'adresse aux chercheurs, étudiants, formateurs, acteurs de la gestion durable des forêts denses humides africaines.

CIRAD, 1999
Librairie du CIRAD
BP 5035
34032 Montpellier cedex 1
FRANCE
ISBN 2-87614-359-3
Prix : 100 FF/15,26 €

■ Depuis plusieurs décennies, le département des forêts du CIRAD réalise de nombreuses recherches sur les écosystèmes forestiers

Situation des forêts du monde, édition 1999

■ Bilan des plus récentes données disponibles sur le couvert forestier mondial et faits nouveaux survenus dans le secteur (changements climatiques, chiffres actuels et prévisions concernant la production, la consommation, le commerce des produits forestiers, les tendances récentes des politiques...), cet ouvrage est un outil de référence précieux pour les décideurs, les forestiers et le personnel enseignant. Il contient des informations essentielles aisément accessibles au grand public.

FAO, 1999
Viale delle Terme di Caracalla
00100 Rome
ITALIE
154 pages,
ISBN 92-5-204193-1
Prix : 43,60 €

Intégration de la mécanisation dans les stratégies de développement agricole durable

Actes d'un séminaire,
Ouagadougou
(Burkina Faso), 1997
CTA, 1999
312 pages
ISBN 92-9081-2109
CTA n°. 951, 40 unités de crédit

Le stockage de l'igname axé sur les besoins du marché

■ Le sujet est abordé dans deux guides pratiques pour le Développement et la Promotion des Racines et Tubercules publiés par GTZ.

GTZ, 1999
Albert Bell - Section 4541
PO Box 5180
65726 Eschborn
ALLEMAGNE
Fax : + 49 6196 79 6554
E-mail : albert.bell@gtz.d
9 pages
Gratuit

Vivre et penser le sida en Afrique

■ Travaillant en Afrique subsaharienne sur une épidémie qui représente 70 % des cas mondiaux, les auteurs de ce livre s'attachent à expliquer tout ce qui favorise l'expansion de cette maladie en vue d'améliorer les programmes d'information et de prévention. Non réductible à un problème sanitaire, "le phénomène sida" appelle des politiques publiques animées par une ferme volonté : refuser que perdure en Afrique l'image d'un sida incurable.

CODESRIA/Karthala/IRD, 1999
BP 3304, Dakar
SÉNÉGAL
Fax : + 221 824 12 89
E-mail : codesria@telecomplus.sn
712 pages
ISBN 2-86537-945-0
Prix : 280 FF/43,41 €

Le prince des sables persiste... et signe !

■ Un CD-Rom et un guide mettent à l'honneur un animal remarquable à bien des égards : le dromadaire. Capable de résister à la sécheresse comme à la sous-nutrition, le dromadaire est le partenaire incontournable des populations pastorales et agricoles vivant dans les territoires semi-arides et désertiques

Retrouver le goût de l'authentique

■ Guy Paillotin, l'un des auteurs de ce livre, président de l'INRA, prend ici position sur les recherches récentes en agronomie. Il analyse leurs conséquences sur notre façon de nous

d'Afrique. Son élevage constitue pour elles un atout majeur, car il participe non seulement à leur quotidien dans un environnement souvent ingrat mais aussi à la lutte contre l'avancée du désert. Le CD-Rom met à la disposition des chercheurs, éleveurs et agents du développement une base de données bibliographiques de plus de 7 100 références, une iconographie très riche ainsi que le contenu intégral de l'ouvrage *Guide de l'élevage du dromadaire* de B. Faye.

Le guide, pour sa part, aborde de façon très concrète les problèmes de santé du cheptel camelin. Didactique et pratique, il est certes adapté au contexte nigérien. Mais il s'adresse, bien au-delà des frontières, aux acteurs de la filière cameline qui prennent à cœur d'améliorer l'entretien d'une ressource animale précieuse.

Le dromadaire. Références bibliographiques, guide de l'élevage et médicaments
CD-Rom, CIRAD, 1999
La librairie du CIRAD
BP 5035
34042 Montpellier cedex 1
FRANCE
ISBN 2-87614-356-9
Prix : 400 FF/60,98 €



Traitement des maladies du dromadaire.
Guide de l'auxiliaire d'élevage, 1999
Projet Filière cameline
BP 510
Niamey - NIGER
Fax : + 227 73 36 07
E-mail : camelin@intnet.ne
ou
ONG Karkara
BP 2045
Niamey - NIGER
Fax : + 227 75 30 23
E-mail : karkara@intnet.ne
60 pages
Prix : 55FF/7,63 € (frais d'envoi compris) pour les pays ACP,
60 FF/9,16 € pour les autres



nourrir, et leurs retombées sur l'économie des pays en développement. Le consommateur a changé dans ses comportements, estime-t-il. Il demande aujourd'hui à être mieux informé sur l'origine et la qualité des produits lancés sur les marchés. Le scientifique, lui, a de plus en plus conscience qu'il a des comptes à rendre à la société. Quant à l'agriculteur, il est celui qui peut permettre de retrouver un rapport authentique à la terre. De leurs échanges féconds devraient naître des solutions pour concilier impératifs économiques et exigences nouvelles des citoyens.

Tais-toi et mange ! L'agriculteur, le scientifique et le consommateur
Editions Bayard, 1999
3, rue Bayard
75008 Paris - FRANCE
ISBN 2-227-13755-X
186 pages
Prix : 130 F/19,82 €

Cultiver le palmier à huile, ce n'est pas difficile...



■ Ce fascicule de vulgarisation a été rédigé par une équipe d'ingénieurs agronomes, économistes, techniciens du développement et paysans appartenant à Emmaüs Cameroun/Afrique solidarité, une ONG camerounaise. Pratique et abondamment illustré

par des photos et des croquis qui accompagnent les explications techniques, il fait partie d'une série d'ouvrages qui visent, selon l'ECAS, "à mettre à la portée de tous des connaissances techniques et scientifiques exprimées simplement". De la préparation de la terre à l'entretien d'une plantation, de l'élagage des palmiers aux principes de fonctionnement d'une huilerie de palme, le lecteur est invité étape par étape à acquérir très aisément le savoir-faire exigé par la culture du palmier à huile.

La culture du palmier à huile. De la graine pré-germée à la production d'huile de palme
Emmaüs Cameroun/Afrique solidarité (ECAS)
BP 7599, Yaoundé - CAMEROUN
Fax : + 237 70 71 95
94 pages
Prix : 5 000 FCFA/7,63 €

Les cultures pérennes en quête de protection

■ Depuis plusieurs dizaines d'années, les phytopathologistes du CIRAD étudient, en liaison avec les entomologistes et des améliorateurs, les principales maladies des plantes pérennes tropicales : avocatier, cacaoyer, caféier, coco-

tier, hévéa, mangui, palmier à huile... Cet ouvrage, qui réunit les résultats les plus significatifs de ces recherches, s'adresse aux chercheurs, aux enseignants et à leurs étudiants. Il a été conçu pour permettre de procéder à des

rapprochements par type de pathogènes qui, pour plusieurs plantes et peuvent faire l'objet de



Hors série

■ Deux numéros hors série publiés par le Centre national de ressources en agriculture biologique contiennent une large sélection de références touchant à l'élevage et à l'agriculture biologique. Les documents bibliographiques qui y sont rapportés sont disponibles au CNRAB sur simple commande.

CNRAB
EPLEA Brioude-Bonnefont
43100 Fontannes - FRANCE
Fax : + 33 4 71 74 57 80
E-mail : enrab@educagri.fr

Biopresse, hors série 2
"Spécial élevage", 1998
41 pages
Prix : 100 FF/15,50 €

Biopresse, hors série 3
"Spécial grandes cultures", 1999
51 pages
Prix : 150 FF/23,25 €

À (re)découvrir...

Agriculture africaine et traction animale

Conçu à l'usage des agents de développement, ce guide analyse les facteurs influençant l'évolution de la traction animale et étudie les animaux de trait et leur gestion. Il aborde les dispositifs d'attelage et intègre la mécanisation à la traction animale dans le système de production.

Auteur : G. Le Thiec. Coédition
CF/CTA/CIRAD, 1996, 356 pages,
ISBN 2-87614-240-6, n° CTA 788,
40 unités de crédit.



méthodes de lutte comparables. Dans la très grande majorité des cas, des solutions – même si elles revêtent parfois un caractère provisoire – ont été trouvées pour résoudre les problèmes concernant la protection des cultures pérennes contre les maladies. Toutefois, la mise au point d'une méthode de lutte, qui intègre différents moyens, doit tenir compte des possibilités socio-économiques des exploitations agricoles. Ce n'est – recommande ce livre – que par l'étroite collaboration entre spécialistes et opérateurs que les agriculteurs pourront pleinement bénéficier de l'avancement des recherches.

Les maladies des cultures pérennes tropicales
Auteur : D. Mariau
CIRAD, collection "Repères", 1999
La Librairie du CIRAD
BP 5035
34032 Montpellier cedex 1
FRANCE
ISBN 2-87614-340-2
ISSN 1251-7224
300 pages
Prix : 300 FF/45,74 €

Sols des tropiques : propriétés et appréciation

Dans une perspective d'aménagement et d'utilisation agricole durables, l'auteur décrit les principaux sols des tropiques, leur interaction avec l'environnement et leurs propriétés. Il insiste sur les caractéristiques qui dictent leurs réactions à des modes d'aménagement et leurs aptitudes à des systèmes agraires particuliers. En annexe, figurent un glossaire ainsi que les descriptions et les analyses de profils.

Auteur : A. Van Wambeke, CTA, 1995,
336 pages, ISBN 92-9081-1358,
n° CTA 739, 40 unités de crédit.



Ces deux publications sont encore disponibles au CTA. Vous souhaitez les obtenir ? N'hésitez pas à passer commande !

Visite d'étude sur les systèmes d'élevage dans les zones humides et subhumides d'Afrique

Rapport d'une visite d'étude qui s'est déroulée en Guinée en 1997.
CTA, 1999, 318 pages,
ISBN 90 9081 21 17, n° CTA 943,
40 unités de crédit.

Connaissances indigènes et recherche

■ Ce guide à l'intention des chercheurs met en lumière l'apport indispensable des savoirs autochtones à la stratégie d'un développement durable. Il rappelle la nécessité de prendre en compte les potentialités du milieu mais aussi l'expérience et la sagesse des populations indigènes.

Auteur : Louise Grenier
CRDI, 1999
BP 8500
Ottawa - CANADA K1G 3H9
Fax : + 1 613 563 2476
E-mail : pub@idrc.ca
134 pages,
ISBN 0-88936-891-0
Prix : 25 €

Influencer les politiques et les programmes. Un guide pour les chercheurs

■ Sans un certain niveau de communication entre chercheurs, décideurs et communautés, les résultats de la recherche ont peu de chances d'être exploités par les politiques et les programmes de développement. Ce guide propose quelques stratégies de communication qui devraient contribuer à (re)nouer le dialogue et à rendre les travaux de la recherche plus utiles aux décideurs.

ECAPAPA, 1999
PO Box 765
Entebbe - OUGANDA
Fax : + 256 41 32 11 26
E-mail : ecapapa@imul.com
44 pages
Prix non communiqué

Comment obtenir ces publications



Les publications signalées dans ces pages par la feuille verte viennent s'ajouter au catalogue CTA, et vous pouvez les obtenir du CTA si vous êtes abonné(e) au Service de diffusion du CTA. Pour les autres publications (signalées par un simple carré orange), vous devez vous adresser à l'éditeur mentionné, ou à un libraire, mais pas au CTA.

Les publications du catalogue CTA sont gratuites pour les abonnés du Service de diffusion des publications. Les abonnés peuvent commander ces publications jusqu'à concurrence de leur crédit, en utilisant impérativement le bon de commande qui leur a été fourni. Les non-abonnés peuvent demander un formulaire d'inscription au CTA. Le service est ouvert aux organisations et institutions de développement agricole et rural des pays du groupe ACP (Afrique, Caraïbes,

Pacifique), ainsi qu'aux particuliers qui résident dans ces pays.

Si vous ne remplissez pas les conditions d'abonnement au service, ou si vous avez épuisé vos unités de crédit, vous pouvez acheter les publications du catalogue CTA auprès du distributeur suivant :

Triops
Hindenburgstrasse 33
64295 Darmstadt, Allemagne
Fax : + 49 6151 3140 48
E-mail : triops@triops.de
Site Web : http://www.triops.de

La qualité au cœur de la décentralisation

Les efforts de décentralisation du Service Questions-Réponses (SQR) du CTA se poursuivent sans faiblir. Après l'ouverture du Service pour l'Afrique australe et le démarrage des préparatifs, sous la houlette de l'Organisation nationale ougandaise de recherche en agriculture, pour le Service d'Afrique orientale (voir *Spore* n° 83), des partenaires ont été ciblés pour trois autres régions.

Océan Indien, Caraïbes, Afrique de l'Ouest

Dans l'océan Indien, le Conseil de recherche alimentaire et agricole (FARC) de l'île Maurice sera l'institution de référence pour le déploiement des activités du SQR et, dans les Caraïbes, ce sera l'Institut régional de recherche et de développement agricoles (CARDI).

En Afrique de l'Ouest, une région particulièrement riche en correspondants et abonnés du CTA, l'étude approfondie de 14 institutions a récemment abouti à de fermes propositions d'établir des SQR au Bénin, au Tchad, au Cameroun et en Côte d'Ivoire. Au Bénin, la Faculté nationale d'agronomie a été choisie pour animer le service, comme l'ont été les Centres nationaux de recherche agricole (CNRA) au Tchad et en Côte d'Ivoire. La stratégie du CTA est de développer des partenariats tant dans les secteurs indépendants qu'avec la communauté des chercheurs et les organismes gouvernementaux, si bien qu'au Cameroun c'est le Service d'appui aux initiatives locales de développement (SAILD) qui a été retenu. Les lecteurs fidèles de *Spore* se souviendront que le SQR du CTA a été modelé sur les SQR mis en place par des ONG du Sud et du Nord travaillant pour le développement agricole dans les années 70 et 80.

Une bonne organisation et l'esprit de service, c'est l'essentiel

Avec la régionalisation du SQR, il est prévu – selon les directives d'une récente politique du CTA – que "les institutions régionales concernées vont renforcer leurs propres capacités pour assurer, à l'avenir, le fonctionnement des SQR". La viabilité financière d'un service d'information agricole n'est pas facile à garantir, mais une bonne organisation et un esprit de service sont les deux clés de leur survie. Ces deux éléments ont été à maintes reprises soulignés lors d'un cours pilote en gestion des SQR organisé par le CTA à Bloemfontein (Afrique du Sud) du 16 au 20 août dernier, en collabo-

Le cours a offert aux participants un ensemble de techniques et d'outils de gestion leur permettant d'atteindre leur objectif qui est de servir au bon client la bonne information au bon moment. Les participants ont donc appris à cerner le profil et les besoins des utilisateurs et partenaires de leur service, et ont été sensibilisés à la nécessité de définir de claires stratégies de travail en réseau et d'améliorer les aspects de promotion. L'esprit de service, élément qui revient constamment dans la formation du Nouveau Spécialiste de l'Information, ne laisse plus personne indifférent; les recommandations finales du cours proposent des

Répondre aux besoins des utilisateurs : la profession de foi du Nouveau Spécialiste de l'Information.



Photos Prais



ration avec PRAIS, l'opérateur du SQR d'Afrique australe (voir *Spore* n° 80). Ce stage a réuni quatorze participants dont douze spécialistes de l'information travaillant en Éthiopie, à Fidji, au Ghana, à Maurice, à Samoa, aux Seychelles, en Afrique du Sud, à la Trinité-et-Tobago et en Ouganda, un statisticien de Sainte-Lucie et un éditeur du Kenya.

idées qui, il y a dix ans encore, auraient fait frémir nombre de bibliothécaires : "le marketing est toujours très important", "veillez à la qualité de vos services" et "assurez-vous que l'information est vraiment utile". Cette philosophie (clairement énoncée sur le site www.uovs.ac.za/lib/agric/workshop.asp) est à la base d'un manuel sur la gestion des SQR que le CTA publiera prochainement.

Un observatoire tourné vers l'avenir

Pensez à un observatoire et vous pensez à un endroit où des gens observent les ciels et autres phénomènes naturels. Aujourd'hui, on emploie ce terme pour décrire toute organisation qui observe les mouvements de société. Les années 80 ont vu surgir des observatoires un peu partout en Europe pour surveiller l'évolution de la société et des technologies, et dans les années 90, des observatoires ont été créés dans plusieurs pays d'Afrique pour suivre l'évolution de la liberté de la presse et de l'éthique journalistique.

Le CTA a créé un observatoire des technologies d'information et de communication (TIC) en 1998 en vue de suivre l'évolution de l'utilisation de l'informatique et des outils de communication électronique tels que l'Internet, qui peuvent être utiles au

développement agricole et rural dans les États ACP. Cet observatoire a un rôle consultatif; il fournit des informations aux opérateurs nationaux sur toutes sortes de questions concernant les TIC et encourage la collaboration en réseau entre les usagers. Les questions auxquelles il s'efforce de répondre sont, entre autres, d'ordre politique (mesures fiscales pour stabiliser la situation financière des télécentres ruraux, mesures politiques pour garantir l'approvisionnement en électricité...), technique (problèmes rencontrés), institutionnel (renforcement des capacités, formation) et financier.

Réunis à Wageningen en octobre dernier, les membres de cet observatoire ont recommandé de former une commission technique (qui s'appellera ICTAG) pour mieux organiser les activités de conseil. En effet, le sec-



teur des TIC est en pleine évolution et suscite beaucoup d'intérêt. À la fin du mois d'octobre, le Forum africain de développement a rassemblé à Addis-Abeba, autour du thème des TIC en Afrique, plus de huit cents experts, décideurs et utilisateurs, présidents, ministres, dirigeants de l'industrie des TIC, opérateurs de télécentres, associations de femmes, syndicats et ONG. Toutefois, les questions concernant le rôle des TIC dans le développement agricole et la sécurité alimentaire n'ont été qu'effleurées. Un observatoire actif et entreprenant est clairement nécessaire pour aider le monde agricole des pays ACP à se mettre en ligne, mais, comme le souligne la correspondance de nos lecteurs dans la page ci-contre, il faut aussi rester réaliste.

Boîte postale 380

Vous avez des commentaires concernant un article paru dans ce numéro? Une expérience à partager? Une demande à formuler? Écrivez-nous à Boîte postale 380, à l'adresse indiquée ci-contre.



Article sur le sida : merci

Parmi les nombreux commentaires que nous avons reçus à propos de l'article **Sida : un ruban rouge pour l'agriculture** paru dans *Spore* n° 82, voici celui de Dieudonné Mbogning (BP 625, Douala, Cameroun) qui nous confie que l'article a beaucoup attiré l'attention des personnes avec lesquelles il partage le magazine. "En effet, l'agriculture n'est pas seulement la culture du sol. L'effet du sida est désastreux. Peut-être pouvons-nous continuer à espérer la découverte d'un vaccin ou d'un médicament, ou à compter sur la phytothérapie, par exemple à l'aide de cette plante *Ancistrocladus korupensis* qui est disponible au jardin botanique de Limbe. Mais nous devons toujours être prudents : abstinence, fidélité ou utilisation des préservatifs."

Apprivoisons ces pintades !

Moussa Gueme Bournebe, de la Direction des pêches et de l'aquaculture, BP 447, N'Djamena, Tchad, nous parle de ses onze années d'expérience en tant qu'éleveur de pintades "encapuchonnées".

"Il est facile de les domestiquer. Le processus est de ramasser les œufs des pintades et de les faire couvrir par les poules locales après avoir enlevé ceux qu'elles ont pondus. Entre vingt-huit et trente jours après, les jeunes poussins sortent et suivent leurs mères adoptives sans difficulté. Chaque soir, il faut les rentrer dans

leur poulailler à des heures précises et ceci jusqu'à l'âge de deux mois. Une fois habituées à ce rythme, les jeunes pintades ne peuvent plus s'envoler pour dormir sur les branches d'arbres."

Notre propre connexion satellite ?

Désespéré par les coûts prohibitifs et la mauvaise qualité des services téléphoniques et de l'accès à l'Internet, **Paul Soddo**, du Mbale Information Technology Center (PO Box 1655, Mbale, Ouganda), se plaint du "manque de centres locaux et de fournisseurs d'accès à l'Internet qui offriraient la possibilité d'envoyer des e-mails rapidement et à peu de frais. Vous payez des tarifs longue distance au lieu de payer le prix d'un appel local, ce qui est injuste et coûte très cher aux habitants de Mbale qui se trouve à plus de 200 km de la capitale." Il demande, en outre, "si une antenne parabolique pourrait être adaptée et permettre l'accès à l'Internet, l'envoi d'e-mails et de fax?".

Ce n'est pas si facile que cela, pas avec les grandes antennes paraboliques. Mais si vous pouvez mobiliser environ 2 000 dollars US, vous pouvez acquérir votre propre "station terrestre" qui vous reliera au service de l'ONG Vitasat pour l'envoi d'e-mails, ou aux nouveaux services de communication par satellite à qui nous avons transmis cette lettre. Cependant, aussi étrange que cela puisse paraître, il est probablement plus simple et moins coûteux d'obtenir des compagnies de téléphone qu'elles cessent d'appliquer des tarifs longue distance. Nous en discuterons dans Spore en 2000.

Revenons sur terre

Thomas Tchibinda de Cotonou, Bénin, s'inquiète de l'"euphorie" que *Spore* manifeste à propos des "agriculteurs du Sud désireux de se faire une place dans le nouveau village planétaire que le monde devient aujourd'hui grâce à l'informatique et aux règles de l'Organisation mondiale du commerce". Il nous exhorte à revenir à des préoccupations plus terre à terre et plus réalistes : "Comment produire plus et vendre mieux, comment gagner de l'argent et vivre mieux en étant agriculteur [...] On ne peut imaginer que dans leur pauvreté décrite dans *Spore* 80 qui est celle que nous côtoyons tous les jours, les agriculteurs soient en mesure d'épargner pour financer des meilleures techniques et une technologie innovante. Si ce n'est par le crédit dans un schéma particulier propre au secteur rural. [...] Les grands débats sur les produits labellisés, sur le commerce équitable, sur l'agriculture biologique, la virologie et autres sont des thèmes de réflexion pour intellectuels désireux de baliser, à juste titre, la voie du développement à terme. Ils paraissent toutefois loin des préoccupations quotidiennes de la masse de ceux qui mandatent ces messieurs et dames qui négocient le contenu des accords

ACP-UE, par exemple. Sans malheureusement prendre l'avis des populations concernées."

Pensez aux villages, s'il vous plaît

"Dans les petites localités de moins de 500 habitants, les cultivateurs épandent trop d'engrais parce que l'État leur en donne trop", fait remarquer **Solomon Tadesse**, coordinateur d'une équipe de vulgarisation (PO Box 517, Debre-Zeit) en Éthiopie. "Les chercheurs des pays développés pourraient-ils nous aider à mettre au point des stratégies de recherche au niveau local qui nous permettraient d'utiliser correctement les engrais chimiques?"

Active comme une abeille

L'Association communautaire pour le développement de Thionck Essyl, à Dakar, Sénégal (fax : + 1 221 826 3155) nous informe de son stage de recyclage en apiculture, un domaine auquel l'association se consacre depuis cinq ans. L'association aimerait entrer en contact avec d'autres petits projets de développement du même type.



Spore est un bimestriel d'information pour le développement agricole des pays ACP. *Spore* est gratuit pour les particuliers et les organisations des pays ACP et de l'UE s'occupant de développement agricole et rural. Il est aussi possible de souscrire un abonnement auprès de Triops (voir page 13).

Éditeur : Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale (CTA) – Convention ACP-UE de Lomé

CTA : Postbus 380,
6700 AJ Wageningen, Pays-Bas
Tél. : + 31 317 467 100
Fax : + 31 317 460 067
E-mail : cta@cta.nl
Site Web : <http://www.cta.nl>
E-mail des lecteurs : spore@cta.nl

Rédaction : *SPORE* est rédigé par un consortium rassemblant Louma productions et Médiateurs.

Louma productions, 3, rue Neuve,
34150 Aniane, France
Fax : + 33 4 67 57 01 80
E-mail : louma@louma.fr
Médiateurs, W-Alexanderpoort 46,
1421 CH Uithoorn, Pays-Bas
Fax : + 31 297 540 514
E-mail : spore-desk@mediateurs.org

Mise en page : Louma productions
Impression : Imprimerie Publiparc, France
© CTA 1999 – ISSN 1011-0046

Le contenu de *Spore* peut être librement reproduit. Merci de mentionner *Spore* comme source.



Dudu Diallo est un animateur professionnel qui a travaillé à la station de radio régionale de Saint-Louis au nord du Sénégal. Au cours de ses études au Centre africain de formation radiophonique à Ouagadougou (Burkina Faso), il a analysé les facteurs de viabilité des radios rurales dans un environnement compétitif.

Radio rurale

À la mode aujourd'hui, indispensable demain

Le retrait progressif de l'État s'est arrêté dans la plupart des pays ACP, l'appareil d'État étant aujourd'hui plus compact et confiant. L'une de ses missions stratégiques est de créer et de préserver un environnement propice au développement et de mettre en place des infrastructures. Ces deux domaines d'intervention, nous confie Dudu Diallo, devraient compter sur la participation des radios rurales car, sans aucun doute, celles-ci sont fondamentales dans les stratégies de développement et méritent tout l'appui à long terme que les bailleurs de fonds peuvent leur accorder.

D'après des estimations récentes, les pays ACP comptent 2 000 stations de radio rurale, la plupart émettant en Afrique, alors que, voici une dizaine d'années à peine, elles n'étaient qu'une poignée. La radio rurale se limitait alors souvent à une émission d'une heure sur les stations nationales. L'explosion de la radio rurale a été plus marquée dans trois domaines. Tout d'abord, et les nouveaux adeptes de ce média ont tendance à l'oublier, les stations de radio nationales ont considérablement augmenté leur temps d'antenne sur les sujets intéressant tout particulièrement les populations rurales, en élargissant leur grille de programme et, surtout, en créant des stations régionales. Le Sénégal offre un parfait exemple de cette évolution : la radio nationale a ouvert six stations régionales, appelées Radio Disso ou "Radio dialogue", et dont les programmes ont bien entendu une forte orientation rurale.

Deuxièmement, des centaines de stations de radio locales se sont établies un peu partout. Au Mali, il en existe environ 300, bien plus par habitant qu'aux Pays-Bas ! Ce phénomène s'étend également au Burkina Faso, en Ouganda et en Afrique du Sud. Le point fort de ces stations, c'est d'être proches des populations, d'où leur surnom de "radio de proximité".

Troisièmement, enfin, des stations commerciales, profitables et bien établies dans les principaux centres urbains, se sont mises à diffuser leurs programmes dans les zones rurales. Dans les pays plus petits, comme en Jamaïque, les stations commerciales ont depuis longtemps une orientation rurale, et cette tendance est en train de se généraliser dans tous les États ACP.

La radio, le moyen de diffusion le plus adapté

Nous sommes peut-être au bord d'une implosion partielle des radios rurales. Cette croissance impressionnante des stations de radio, nous la devons à la vague de démocratisation qui a déferlé sur la plupart des États ACP. La chute des oligarchies s'est accompa-

gnée d'une diminution de la complexité et des coûts des techniques de diffusion. Aujourd'hui, n'importe qui peut acquérir l'équipement de base pour une station FM locale pour 3 000 €. Les conséquences sont évidentes, et parfois pénibles pour nos oreilles et nos goûts personnels ! Mais même dans ce cas, il y a des aspects positifs : la radio est encore mieux acceptée, et elle est aujourd'hui déjà le média le plus adapté en Afrique, et les programmes sont choisis avec plus de discernement pour répondre aux attentes des populations rurales.

Partenariats pour le progrès

Tous ceux qui participent à la diffusion de programmes sur les radios rurales ont un rôle important à jouer pour en garantir la viabilité. L'État, qui n'a plus le monopole, doit demeurer le garant du travail indépendant et efficace des instances chargées de la réglementation, notamment au niveau de l'attribution des fréquences hertziennes et de l'éthique de diffusion. Et l'État, en collaboration avec des partenaires extérieurs, peut aussi assurer la mise en place et l'entretien des infrastructures : antennes, stations de relais, etc. Mais surtout, les auditeurs doivent veiller à ce que les stations continuent de leur être utiles.

Les abonnements sont l'une des options possibles, et le calcul est assez simple. Nos études révèlent que les coûts d'exploitation annuels d'une station rurale en Afrique de l'Ouest se montent à 13 000 000 FCFA (environ 20 000 €), ce qui est à la portée de certaines stations locales. Le Conseil national pour la concertation et la coopération rurales (CNCR), au Sénégal, une fédération qui regroupe environ 300 associations et qui anime une radio rurale, est un exemple typique. Vous vous rendez bien compte que, si chaque association comprend 15 membres en moyenne, une cotisation mensuelle de cent à deux cents francs par membre permettra de couvrir une bonne partie des coûts d'exploitation. L'autre option consiste à vendre du temps d'antenne aux annonceurs publicitaires et autres sponsors. Cela se pratique déjà, avec beaucoup de

succès, avec de nombreux partenaires étrangers, des compagnies pétrolières comme la Shell, qui sponsorise des émissions techniques à l'intention des pêcheurs, des organisations nationales et internationales qui informent les communautés rurales sur le sida.

Les radios rurales qui prospéreront sont les stations populaires. Cela ne veut pas dire

"Je suis convaincu que les radios rurales ont de belles années de service devant elles."

nécessairement que les ondes seront saturées de musique pop. Les stations doivent gagner et conserver la fidélité de leurs auditeurs en leur offrant des programmes de qualité. Avec un public fidèle, capable de mobiliser sa propre participation financière et d'offrir un marché intéressant aux sponsors et aux annonceurs, la plupart des radios dignes de ce nom survivront.

Toutefois, les coûts de lancement d'une station, sur le plan des équipements et du personnel, sans parler des coûts d'entretien, sont considérables. C'est ici que la communauté internationale a aussi son rôle à jouer. Nous devons expliquer aux bailleurs de fonds qu'investir dans les radios rurales n'est pas une simple question de mode, mais un investissement direct et à long terme dans des infrastructures de base.

Les nouvelles technologies, comme l'Internet, nous aident déjà en offrant aux stations locales les moyens d'échanger des programmes régulièrement ou ponctuellement par le biais des réseaux informatiques. Je suis convaincu que les radios rurales, du moins celles qui méritent de survivre, ont de belles années de service devant elles.

Les opinions exprimées dans ce Point de vue sont celles de l'auteur, et ne reflètent pas nécessairement les idées du CTA.